



Centre d'Information sur les Renseignements
et le Terrorisme

21 mai 2009

Prise de fonction du nouveau gouvernement de l'Autorité Palestinienne dirigé par Salam Fayyad (premier résumé)



Le Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas serre la main du Premier ministre Salam Fayyad
durant la cérémonie de prestation de serment à Ramallah
(Fadi Arouri, Reuters, 19 mai 2009)

Composition du nouveau gouvernement et principaux points de sa politique

1. Le 19 mai 2009, le nouveau gouvernement de l'Autorité Palestinienne, dirigé par le Premier ministre Salam Fayyad (qui occupe également le poste de ministre des Finances) a prêté serment. Le gouvernement est composé de 20 ministres : huit du Fatah, quatre d'autres factions laïques et huit indépendants. Plusieurs des ministres sont nouveaux. D'autres ministres devraient prochainement prêter serment, mais les **divergences profondes qui règnent au sein du Fatah** les empêchent de rejoindre le gouvernement. Le nouveau gouvernement est considéré par le public palestinien comme anémié et impuissant à réaliser des changements véritables dans l'arène palestinienne, même si Salam Fayyad jouit toujours d'une considération certaine, au sein de l'Autorité Palestinienne ainsi qu'à l'étranger.

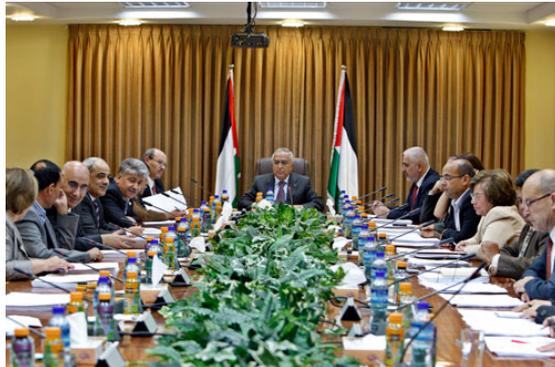
2. Salam Fayyad a ouvert la première session du gouvernement par un discours dans lequel il a souligné les objectifs du gouvernement et ses priorités (Agence de presse Wafa, 20 mai 2009):

i) Le nouveau gouvernement est un **gouvernement de transition** composé de factions de l'OLP dirigées par le Fatah et basé sur des directives formulées par Mahmoud Abbas et l'OLP. Le gouvernement se dissoudra aussitôt que le dialogue palestinien interne élaboré au Caire arrivera à un accord qui permettra de former un gouvernement de consensus, lequel mettra fin au schisme entre les Palestiniens.

ii) Le nouveau gouvernement a deux priorités principales : **la reconstruction de la bande de Gaza et la création des conditions nécessaires pour assurer le succès du dialogue national de réconciliation entre le Fatah et le Hamas**. Le gouvernement fera pression sur tous les Etats qui se sont réunis à Sharm el-Sheikh afin de contribuer à la reconstruction de la bande de Gaza pour les inciter à respecter leurs engagements. Le gouvernement œuvrera également à recevoir l'appui international pour la levée du "blocus" de la bande de Gaza et l'ouverture des terminaux de la bande de Gaza, ces deux mesures étant une condition *sine qua none* du processus de reconstruction de la bande de Gaza.

iii) Sur le front international, les Palestiniens chercheront à obtenir l'appui de la communauté internationale dans leurs efforts pour forcer Israël à "accepter la solution à deux Etats dans les frontières de 1967" et à satisfaire aux demandes palestiniennes : la fin des implantations, la fin de la "judaïsation" de Jérusalem, la fin des "invasions" de Tsahal

dans les territoires administrés par l'Autorité Palestinienne, la levée du "siège" de la bande de Gaza et l'application de l'accord de 2005 sur le mouvement et l'accessibilité (qui régle le passage entre l'Egypte et la bande de Gaza).



La première session du gouvernement de transition
(Agence de presse Wafa, 20 mai 2009)

Les implications du gouvernement de transition

3. Selon nous, l'établissement d'un gouvernement de transition a les implications suivantes:

i) **Il fournit une image de stabilité** : L'établissement du nouveau gouvernement reflète le désir de Mahmoud Abbas de montrer à la communauté internationale que l'Autorité Palestinienne possède des institutions gouvernementales stables et qui fonctionnent. Il renforce sa position en vue de sa visite prochaine aux Etats-Unis et de sa rencontre avec le Président Barack Obama (28 mai 2009).

ii) **Il reflète les rapports tendus au sein du Fatah** : Le nouveau gouvernement a été établi alors que les tensions et les luttes de pouvoir perdurent au sein du Fatah, en raison des divergences d'opinion quant à la formation du gouvernement et au choix des ministres. De hauts responsables du Fatah, menés par Azzan al-Ahmed, le président de la faction du Fatah au Conseil Législatif Palestinien, ont critiqué le processus, disant qu'ils boycotteraient le nouveau gouvernement (Télévision Al-Arabia, 19 mai 2009). Les luttes de pouvoir étaient notamment évidentes dans les désaccords sur les préparatifs de la Sixième Conférence Générale - le forum de prise de décision le plus large du Fatah. (Mahmoud Abbas s'est fait de nombreux adversaires lorsqu'il a annoncé que la conférence aurait lieu en Judée-Samarie le 1^{er} juillet.)

iii) **Il reflète les rapports tendus entre le Fatah et le Hamas** : L'établissement du nouveau gouvernement a contribué à accroître les tensions qui règnent entre le Fatah et le Hamas, comme le prouve l'échec de la dernière série de négociations sur la réconciliation nationale au Caire. Ce gouvernement témoigne du manque de foi de Mahmoud Abbas dans les chances du dialogue et de la **séparation croissante de la bande de Gaza et de la Judée-Samarie**, alors que chacune fonde son entité politique propre sur des appareils gouvernementaux parallèles mais au caractère différent. Cependant, le Fatah et le Hamas font preuve de prudence pour ne pas être accusés d'être responsables de l'échec des pourparlers, et tous les deux manifestent un intérêt de pure forme pour l'unité palestinienne nationale, attentifs à ne pas refuser de participer à la série de discussions suivante, qui commencera au Caire début Juillet.

4. Pour les membres du nouveau gouvernement, voir l'annexe.

Réactions du Hamas

5. Le Hamas a **vivement critiqué** le nouveau gouvernement, déclarant que les actions de Mahmoud Abbas étaient illégales et qu'il avait cédé à la pression américaine et israélienne. Le Hamas a également déclaré que le gouvernement palestinien légal était celui dirigé par Ismail Haniya. De telles déclarations sont susceptibles de précipiter la **confrontation** entre l'administration *de facto* du Hamas dans la bande de Gaza et le nouveau gouvernement de Salam Fayyad. Elles ne vont pas manquer **d'approfondir l'aliénation et la séparation** entre la bande de Gaza et la Judée-Samarie.

6. L'administration d'Ismail Haniya a publié un communiqué le 19 mai qualifiant le nouveau gouvernement "d'organisme illégitime" établi en violation de la loi palestinienne et "d'obstacle principal au dialogue palestinien national." De plus, selon la déclaration, le nouveau gouvernement n'a pas autorité pour faire prêter allégeance à un "Président dont la légitimité a pris fin," ajoutant que l'Autorité Palestinienne devrait cesser de suivre les préceptes des Etats-Unis et d'Israël (Site Internet de l'administration *de facto* du Hamas, 20 mai 2009).

7. Ci-dessous les principales déclarations des porte-parole du Hamas:

i) **Yehiya Mousa**, le directeur adjoint de la faction du Hamas au Conseil Législatif Palestinien, a accusé Mahmoud Abbas de céder aux intérêts de l'administration américaine et "d'éléments étrangers qui contrôlent l'Autorité Palestinienne." Il a ajouté que le nouveau gouvernement était inutile d'un point de vue légal et que les pays ainsi que les parlements du monde entier étaient appelés à ne pas coopérer avec lui (Télévision Al-Quds, 19 mai 2009).

ii) **Taher al-Nunu**, porte-parole de l'administration du Hamas, a déclaré que le nouveau gouvernement était illégal et portait atteinte au succès du dialogue palestinien interne. Il a affirmé que l'établissement du gouvernement était une "déclaration de mort du dialogue." Cependant, interrogé sur la question de savoir si cela signifiait que le Hamas ne participera pas à la prochaine série de discussions au Caire, il a indiqué que le mouvement continuerait ses efforts pour mettre un terme au schisme palestinien (BBC en arabe, 19 mai 2009).

iii) **Musheir al-Masri**, député du Conseil Législatif Palestinien, a déclaré que le nouveau gouvernement était un "échec" et était "illégal" puisqu'il n'a pas reçu le mandat du Conseil Législatif Palestinien. Le gouvernement, a-t-il dit, "représente une minorité, subordonnée à la volonté des Etats-Unis et d'Israël et est un coup de couteau dans le dos des efforts égyptiens [pour promouvoir] le dialogue." Il a ajouté que le gouvernement palestinien légitime était celui d'Ismail Haniya (Site Internet du Hamas Palestine-info, 19 mai 2009).

iv) **Fawzi Barhoum**, le porte-parole du Hamas dans la bande de Gaza, a accusé l'ancien gouvernement de Salam Fayyad d'avoir détruit le Fatah ainsi que la Cisjordanie, et d'avoir collaboré avec "l'ennemi sioniste" pour défaire le Hamas et la "résistance" [cf., les organisations terroristes]. Il a déclaré que le nouveau gouvernement était une suite de la politique de Mahmoud Abbas qui "fonctionne selon le désir américain et israélien" (Télévision Al-Aqsa, 19 mai 2009).

8. Dans ce cadre, le Hamas a empêché deux membres du Fatah, Yussuf Abu Safia et Jabber al-Daour, qui devaient occuper des postes de ministres dans le nouveau gouvernement, de quitter la bande de Gaza. Les deux hommes ont été arrêtés près du terminal d'Erez, leurs passeports ont été confisqués et ils ont été contraints de rentrer chez eux (Al-Yawm Al-Sabaa, Agence de presse Wafa, 20 mai 2009). En réaction, Taher Al-Nunu a déclaré que les deux hommes étaient "des contrevenants à la loi" parce qu'ils avaient "consenti à participer à un organisme illégitime" et

"qu'ils détournent par la force l'autorité légitime du gouvernement actuel" (Télévision Al-Quds, 20 mai 2009).

ANNEXE

Le nouveau gouvernement de Salam Fayyad

Nom	Rôle	Affiliation	Nouveau au sein du gouvernement/second mandat	Résidence
Dr. Salam Fayyad	Premier ministre et ministre des Finances	Indépendant	Second mandat	Judée-Samarie
Dr. Riyadh al-Maliki	Ministre des Affaires étrangères	Indépendant	Second mandat	Judée-Samarie
Dr. Sayid Abu Ali	Ministre de l'Intérieur	Fatah	Nouveau	Judée-Samarie
Dr. Ahmed Majdalani	Ministre du Travail	Front de Libération Populaire	Nouveau	Judée-Samarie
Dr. Saadi al-Qarmuz	Ministre des Transports	Fatah	Second mandat (ancien secrétaire-général du gouvernement)	Judée-Samarie (originaire de la bande de Gaza)
Dr. Khaled al-Qawasmi	Ministre de l'Administration locale	Fatah	Nouveau	Judée-Samarie
Dr. Muhammad Ashtayya	Ministre des Travaux publics et du Logement	Fatah	Nouveau	Judée-Samarie
Dr. Khuloud Da'ybas	Ministre du Tourisme et des Antiquités	Indépendante	Second mandat (ancienne ministre du Tourisme et des Affaires féminines)	Judée-Samarie
Lamis al-Alami	Ministre de l'Education	Indépendante	Second mandat (ancienne ministre de	Judée-Samarie

			l'Education et de la Culture)	
Dr. Fathi Abu Maghali	Ministre de la Santé	Fatah	Second mandat	Judée-Samarie
Dr. Mahmoud al-Habash	Ministre des Affaires religieuses	Indépendant	Second mandat (ancien ministre de l'Agriculture et des Affaires sociales)	Judée-Samarie (originaire de la bande Gaza)
Dr. Mashhour Abu Daqa	Ministre des Télécommunications	Indépendant	Second mandat (ancien ministre des Transports)	Judée-Samarie (originaire de la bande Gaza)
Dr. Ali Khashan	Ministre de la Justice	Indépendant	Second mandat	Judée-Samarie
Dr. Ismail Ed'eq	Ministre de l'Agriculture	Parti du Peuple	Nouveau	Judée-Samarie
Bassam Khouri	Ministre de l'Economie nationale	Independent	Nouveau	Judée-Samarie
Hatem Abd al-Qader	Ministre des Affaires de Jérusalem	Fatah	Nouveau	Judée-Samarie
Dr. Ali Jabrawi	Ministre des Infrastructures et du Développement administratif	Indépendant	Nouveau	Judée-Samarie
Siham Barghouti	Ministre de la Culture	Fida'	Nouveau	Judée-Samarie
Majida al-Masri	Ministre des Affaires sociales	Front Démocratique de Libération de la Palestine	Nouveau	Judée-Samarie
Maher Ghneim	Ministre d'Etat	Fatah	Nouveau	Judée-Samarie
Dr. Hassan Abu Libda	Secrétaire d'Etat avec statut ministériel	Fatah	Nouveau	Judée-Samarie